

Lahire: «Un risque de déflagration pour les plus démunis»

PAR FAÏZA ZEROUALA
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 31 MARS 2020



Le sociologue Bernard Lahire, professeur de sociologie et auteur du très remarqué *Enfances de classe – De l'inégalité parmi les enfants*, décrypte pour Mediapart les risques de l'école à la maison pour les plus fragiles.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Le sociologue Bernard Lahire, professeur de sociologie à l'École normale supérieure de Lyon et auteur du très remarqué *Enfances de classe – De l'inégalité parmi les enfants* (éditions du Seuil), radiographie des inégalités scolaires, n'est pas étonné que la « *continuité pédagogique* » voulue par ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer soit difficile.

Il explique à Mediapart pourquoi l'école à distance risque de créer des difficultés à ceux qui sont déjà les plus fragiles.

Pourquoi ce confinement a-t-il des conséquences particulières sur les enfants des familles les plus modestes ?

Bernard Lahire : Le problème énorme qui surgit en cas de confinement, c'est le fait que le repli sur la sphère familiale et domestique conduit à une

accentuation des inégalités de départ. Car les enfants des familles défavorisées ne vivent bien souvent les apprentissages de type scolaire qu'à l'école : leurs parents ne sont pas très diplômés, ils ne sont pas habitués à transmettre pédagogiquement les savoirs scolaires, et une partie d'entre eux ne savent pas lire ou écrire.

Pour ces enfants, il n'y a qu'à l'école qu'ils entrent en interaction avec des adultes pouvant les faire entrer dans les savoirs scolaires. Même si l'école reproduit les inégalités de départ, cela reste un lieu de transmission où l'on apprend des choses et où sont parfois contrariées les logiques de reproduction.

Pourquoi l'école à distance ne suffit-elle pas ?

Même si ces enfants ont accès à Internet, ce qui est loin d'être le cas de tous, le lien avec l'école se distend s'ils n'ont pas de présence adulte encadrante, tutorante. Les enfants sont davantage happés par la réalité familiale avec toutes les difficultés sociales et culturelles qui lui sont propres.

Pourquoi est-ce que cette situation semble-t-elle surprendre tout le monde ?

On semble redécouvrir les inégalités. Or ceux qui ne veulent pas voir les inégalités, malgré les nombreuses enquêtes statistiques ou les études de cas, n'en ont au fond rien à faire de cette réalité. Leur vision du monde est ainsi façonnée parce qu'ils sont du côté des puissants. Ils ne veulent rien voir de ce qui met au jour leurs privilèges.

On comprend que les plus modestes vont pâtir de la situation, quand bien même l'école à la maison est difficile pour tous les parents.

Tous ceux qui sont « requis » actuellement, comme les soignants parmi lesquels il y a des aides-soignantes, des brancardiers, etc., et pas seulement des médecins et des infirmières, ou ceux qui travaillent dans les magasins d'alimentation ont en plus à gérer la question de l'éducation de leurs enfants.

S'il reste un père à la maison parce que la mère est caissière et doit aller travailler, la division sexuelle des tâches fait qu'il ne sera pas toujours très à l'aise dans toutes les tâches éducatives et de suivi scolaire.

Il y aura donc une multitude d'effets négatifs qu'on ne mesurera que plusieurs mois après la sortie de crise. Cela peut provoquer une déflagration pour les plus démunis.

Quelles conséquences sur la scolarité des enfants voyez-vous à l'issue du confinement ?

C'est énorme pour un enfant de se voir privé d'un mois et demi d'école. Plus ils sont petits, pire c'est, car il existe des périodes critiques dans les apprentissages. Les premières années sont cruciales. Les bases de la construction sont en train de se construire.

En grande section de maternelle, par exemple, les petits commencent à entrer dans la lecture, surtout en cette période de l'année. Certains parents vont leur lire des histoires, leur faire faire des jeux pédagogiques, leur apprendre à lire, à écrire, à compter. Les plus démunis culturellement non. C'est terrible.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.